



# RAPPORT ANNUEL 2022

CONFÉRENCE  
DE PRESSE

11.07.2023

Autorité  
de la concurrence





# UN ENVIRONNEMENT NORMATIF EN **CONSTANTE** ÉVOLUTION



## **Droit souple : l'Autorité fait évoluer ses procédures**

Communiqué relatif à la mise en œuvre du **rejet pour défaut de priorité**

Nouveau document-cadre sur les **programmes de conformité aux règles de concurrence**

Révision en cours du **communiqué « clémence »**, publication attendue au dernier trimestre 2023

Nouveau dispositif pour les **lanceurs d'alerte**

## **Un droit européen en mutation**

Nouveau **règlement d'exemption par catégorie** applicable aux accords verticaux & nouvelles **lignes directrices** sur les restrictions verticales

**Lignes directrices sur les conventions collectives** pour les travailleurs indépendants sans salariés

Publication et entrée en vigueur du règlement sur les marchés numériques, **Digital Markets Act**

Accord sur le règlement sur les données, **Data Act**

Publication et entrée en vigueur du **règlement européen relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur**

Nouveaux **règlements d'exemption par catégorie** applicables à certaines catégories d'accords de recherche et de développement / certaines catégories d'accords de spécialisation & approbation de nouvelles **lignes directrices** sur les accords de coopération horizontale



# 2022

## UN NIVEAU D'ACTIVITÉ ÉLEVÉ

Des enjeux toujours plus complexes, des ressources sous tension



26

Décisions  
contentieuses



257

Décisions de contrôle  
des concentrations



284

Notifications  
un record, en forte hausse



9

Avis

468M€

Montant des amendes  
prononcées en 2022

23,16M€

Budget annuel  
de l'Autorité

199

Agents



# 2023 UNE ANNÉE QUI S'ANNONCE

INTENSE  
INTENSE  
INTENSE  
INTENSE

1<sup>er</sup> semestre 2023

**7** Décisions  
contentieuses

**10** Avis / Dont une enquête  
sectorielle d'envergure

**136** Décisions de contrôle  
des concentrations / D'ores et déjà 2 décisions  
de passage en phase 2



# L'AUTORITÉ AU CŒUR DE LA RÉGULATION DE L'ESPACE NUMÉRIQUE



## Rétablir le fonctionnement concurrentiel des marchés numériques dominés par les grandes plateformes

**Engagements de Meta** (publicité en ligne non liée aux recherches, Criteo)

**Engagements de Google** (droits voisins)

**Mesures conservatoires à l'encontre de Meta** (vérification publicitaire sur Internet, Adloox)

## Explorer de nouveaux marchés pour éclairer son action et celle des pouvoirs publics

**Avis Cloud** : des risques identifiés dans un secteur au cœur de la numérisation de l'économie

**Avis sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique** : des préoccupations partagées et des recommandations pour s'assurer de la bonne articulation des mesures avec les initiatives au niveau européen

## Co-construire la régulation européenne de demain

**Digital Markets Act (DMA)** : un rôle de premier plan pour l'Autorité

- **Habilitation de l'Autorité à mener des enquêtes** sur le fondement du DMA (projet de loi SREN)
- **Assistance aux enquêtes** de la Commission européenne
- **Mise en place d'une coordination** dédiée au sein du Réseau européen de la concurrence



# L'Autorité s'engage EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

**Energie** Rendre les bénéfices de la concurrence aux Français

---

**Sanctions des abus de position dominante**

d'opérateurs historiques :

- EDF
- Gaz de Bordeaux

**Avis sur des projets de décret :**

- Augmentation des volumes d'électricité nucléaire accessibles aux fournisseurs alternatifs (ARENH)
- Réseaux de chaleur et de froid
- Renouvellement du droit exclusif du BRGM pour la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux de sécurisation d'après-mine

**Autosaisine pour avis** sur le fonctionnement concurrentiel du secteur des infrastructures de recharge pour véhicules électriques

**Environnement** Des marchés concurrentiels au service de la transition environnementale

---

**Collecte et gestion de déchets :**

- Sanction d'une entente qui a faussé des appels d'offres publics en Haute-Savoie
- Avis sur le projet de décret sur les éco-organismes de la filière des emballages ménagers

**Avis** sur le projet d'ordonnance sur les outils de gestion des **risques climatiques en agriculture**

**Politique de la « porte ouverte »** pour accompagner les entreprises

Un projet de communiqué de procédure sur les **accords de soutenabilité** sera soumis à consultation avant la fin de l'année





# UNE ATTENTION PERMANENTE AU SECTEUR DE LA SANTÉ

dans l'intérêt des patients,  
des praticiens et des comptes publics

Des décisions majeures pour sanctionner les entraves à la concurrence dommageables pour les patients

---

Distribution de verres correcteurs : **sanction d'Essilor** pour entrave à la vente en ligne

Protection sociale complémentaire collective : **sanction d'Audiens Santé-Prévoyance** pour utilisation abusive de moyens non duplicables par ses concurrents

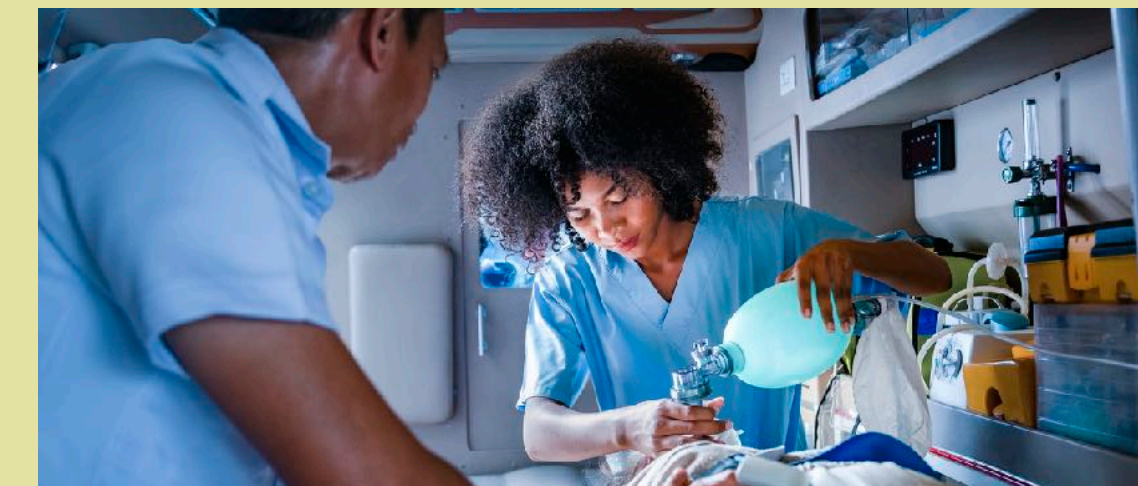


Un contrôle des concentrations vigilant pour préserver des marchés de santé efficaces

---

Biologie médicale : des engagements innovants - **Inovie/Bio Pôle Antilles**

Distribution en gros de médicaments : des engagements comportementaux pour une opération d'envergure - **Phoenix/McKesson**



La sanction d'une entente dommageable aux hôpitaux publics

---

Transport par ambulance : une sanction à la suite d'un refus de transaction avec le ministre - **Ambulances Sannac**



# MEDIA, TÉLÉCOMS ET CINÉMA

Une mobilisation en faveur d'un paysage médiatique concurrentiel et équitable

## Media

Une mobilisation en faveur d'un paysage médiatique concurrentiel et équitable

---

### Télévision :

- Examen approfondi d'un projet d'opération hors normes **TF1/M6** « Saga » des droits de diffusion de la
- **Ligue 1** : rejet des demandes de Canal Plus et beIN /Amazon

### Presse :

- Rémunération des éditeurs et agences de presse : **Google/droits voisins**
- Acquisition de **Unify** (pôle digital » de TF1) par **Reworld Media**
- Prise de contrôle exclusif de **La Provence** par **CMA-CGM**

## Télécoms

Une intervention qui s'inscrit dans le temps

---

Sanction pour non-respect des injonctions (+ liquidation d'astreintes) prononcées à la suite de la non-exécution des engagements liés à une autorisation de concentration (**Altice** dans le rachat de **SFR / Contrat Faber**)

Maintien des engagements de **TDF** sur le marché de l'hébergement des équipements de téléphonie mobile

Autorisation de l'acquisition de **Coriolis** par **Altice France**



## Cinéma

Un contrôle attentif

---

Avis sur le projet de décret modifiant la partie réglementaire du **code du cinéma et de l'image animée**

Avis sur le projet de décret projet visant à proroger les **formules d'accès illimité au cinéma**



# Une action volontariste au soutien de LA LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE EN OUTRE-MER

En 2022, 1/4 des décisions contentieuses et de nombreuses décisions de contrôle des concentrations ont concerné l'outre-mer

## NOTRE BILAN DE 2009 à 2023

**45** Décisions contentieuses

**16** Avis dont des enquêtes panoramiques d'envergure

**68** Décisions de contrôle des concentrations

**217 M€**  
Montant des amendes

### Le maintien de marchés concurrentiels dans des secteurs clefs des économies ultramarines

**Grande distribution** à la **Martinique** : autorisation sous conditions de l'acquisition de l'hypermarché Géant Casino La Batelière par le groupe Parfait

**Laboratoires d'analyse médicale** en **Guadeloupe** et à **Saint-Martin** : autorisation sous conditions du rachat de Bio Pôle Antilles par Inovie

### La sanction des pratiques qui nuisent aux consommateurs des outre-mer

Vente liée relative au transport aérien d'animaux de compagnie entre la métropole et la **Polynésie**

Entente anticoncurrentielle à **La Réunion** dans la filière de la pêche et de l'aquaculture

Prix excessifs en **Guadeloupe** dans le secteur du contrôle technique des poids lourds

Accords exclusifs d'importation en **Guyane** et en **Guadeloupe** dans le secteur du champagne



# Accompagner et surveiller L'OUVERTURE DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES DU DROIT

La lutte contre les pratiques anticoncurrentielles entravant la liberté d'installation et d'exercice des professions réglementées du droit

**Ententes** dans le secteur des prestations réalisées par les **huissiers de justice** :  
Sanction d'huissiers de justice à Paris et en Seine-Saint-Denis

**Commissaires-priseurs** : prestations de services à destination des opérateurs de ventes aux enchères publiques de biens meubles (poursuite de l'instruction)

Une compétence consultative spécifique pour l'ouverture des professions réglementées du droit

Avis sur le projet de décret relatif au code de déontologie des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Avis sur la liberté d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

Avis concernant le fonctionnement du marché français de l'entremise immobilière, comportant des recommandations relatives au rôle des notaires

Avis sur la liberté d'installation des commissaires de justice et des notaires : propositions de cartes pour 2023-2025



Evolution du cadre législatif

Série d'ordonnance, textes réglementaires et circulaire fixant les règles en matière de **déontologie** et de **discipline** des **officiers ministériels**

Entrée en vigueur de **l'ordonnance** du 2 juin 2016 créant la nouvelle profession de **commissaire de justice**



# LE POUVOIR D'ACHAT

Préoccupation des consommateurs,  
point d'attention majeur pour l'Autorité



## Pratiques anticoncurrentielles

Sanctionner les pratiques qui nuisent  
aux consommateurs

Entrave à la vente en ligne

- Essilor

Distorsions de concurrence lors de l'ouverture  
des secteurs en monopole

- EDF et Gaz de Bordeaux



## Contrôle des concentrations

Maintenir la diversité de l'offre dans  
la grande distribution au profit des  
consommateurs

→ Minelli / San Marina

→ But / Conforama

→ Finadorm (France Literie) / La  
compagnie du lit

## Avis

Évaluer le fonctionnement  
concurrentiel des marchés pour  
libérer des gisements de pouvoir  
d'achat

→ Autosaisine pour avis bornes de  
recharge des véhicules électriques

→ Avis entremise immobilière

## Enquêtes en cours

Le retour des produits de grande  
consommation

→ Approvisionnement laitier

→ Maroquinerie

→ Distribution de billets de train

→ Fournitures dans le secteur agricole



# À VENIR

**#BilanADLC**

## Décisions à venir : vigilance continue sur le **pouvoir d'achat**

---

### Affaires en cours d'instruction : accent sur les transports, l'énergie et l'environnement

- Transports intra-caribéen, transport de fret transmanche
- Assainissement et démantèlement nucléaire
- Distribution de carburants en Corse
- BPA

### Examen d'opérations de concentration en phase II : accent sur la grande consommation

- Secteurs de la restauration en concession (Select Service Partner / Aéroports de Paris), de la volaille (MaisAdour / Euralis), des titres-cadeaux d'expérience (Wonderbox / Smartbox)

## Des pouvoirs d'enquête et de contrôle **en évolution**

---

### Nouvelles compétences pour appliquer le **DMA**

Nouveau mécanisme de **protection des lanceurs d'alertes** en matière de pratiques anticoncurrentielles

**Préservation des moyens d'enquête** – inopposabilité de la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise

## L'Autorité, **laboratoire d'idées**

---

Identifier des **gisements de pouvoir d'achat** pour les ménages

Libérer des opportunités de **développement pour les entreprises**

Soutenir le **budget des collectivités publiques**

- Sanction des pratiques qui affectent les comptes publics et les contribuables
- Développement des actions en réparation à la suite de décisions de l'Autorité
- Travailler en réseau pour plus d'efficacité